

BULLETIN DE L'AAQ
vol.3, no.1, janvier 1997
Thème: L'anthropologie et l'international

ÉDITORIAL

Nostalgie et développement

Roland Tremblay, médecin et anthropologue

Dans une recherche plus approfondie du sens de la vie en société, j'ai rencontré l'anthropologie sur ma route. Les circonstances aidant (amitiés africaines) et le programme d'anthropologie favorisant le travail de terrain en dehors du Québec, je me suis retrouvé en Afrique de l'ouest. Sur place, j'ai été confronté avec des problèmes reliés au développement et j'associe, depuis lors, cette réalité au vieux mot grec "algos" qui signifie "désir vague accompagné de mélancolie". J'exprime évidemment le souhait que toutes les communautés humaines participent à une certaine forme de développement, et il y a de nombreuses petites formes de développement réussies ; mais le mot développement heurte l'homme parce qu'il me signifie attendre vainement et l'attente sans répit entraîne de la tristesse. Les artificiers du développement débarquent dans certains mondes et ceux qui les propulsent (v.g. la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé) s'imaginent bien que leurs satellites, dans leur firmament ou au sol, ont permis d'identifier la cible de choix. Mais on développe qui et pour qui? Quoi et pourquoi ? Comment? En cet instant, le lecteur se dira que le signataire est suspicieux. Eh bien, oui.

A propos du QUI.

Les développeurs pensent tout naturellement aux pays sous-développés. Or, il importe de savoir que les pays les moins développés selon certaines échelles de valeurs euro-occidentales peuvent s'auto-suffire en matière de santé, nutrition et éducation. Il suffit de laisser à ces sociétés leur santé, leur alimentation et leur éducation. Que dire de ces groupements linguistiques, qui se prétendent peuple, mais dont 25% des citoyens ont recours aux "soupes populaires" et à la vie assistée? Que devraient-ils développer?

Au sujet du pour Qui.

A la demande des paysans ou des élites? Les paysans ont gardé en mémoire les échecs répétés des périodes coloniale et post-coloniale. Ils n'attendent rien de la mesure du pH des sols, sauf des conseils pratiques pour produire davantage de haricots ou diversifier les ressources du sol usé de l'Afrique. On développe dans

le sillon des élites politiques qui veulent optimiser leurs organes de contrôle du pouvoir et élargir les bases de leur emprise sociale. Les développeurs en contrepartie adorent entretenir tout régime qui leur procure des avantages économiques par le biais de la vente d'armes, du prêt de personnel technique compétent, du don excédentaire de céréales et de lait en poudre.

En matière de Quoi.

Les développeurs misent habituellement sur des thèmes à grande visibilité : la santé des populations et l'autosuffisance alimentaire. Trente ans se sont écoulés et environ 45% des enfants de l'Afrique subsaharienne sont maintenant vaccinés (moyenne des pays en développement : 58%). Les vaccins ne constituent qu'une des variables des politiques sociales. Les terres d'Afrique sont souvent épuisées par des siècles de surutilisation. Faut-il stéréliser ou assécher tous les marais qui contribuent à un certain équilibre écologique? Doit-on entretenir l'obsession qu'il faut fermer l'utérus des femmes en inondant les campagnes d'Afrique de contraceptifs à l'état expérimental... sous prétexte que la mortalité périnatale est élevée. Comment s'établit le ratio enfant/nourriture dans une culture? Mourir à la suite de l'onchocercose, du paludisme ou d'un infarctus, c'est mourir tout simplement.

L'autosuffisance alimentaire s'inscrit dans la même veine que la prise en charge de sa santé. Les postulats de ce processus dynamique n'ont aucunement changé depuis que la colonisation a fait place à l'exploitation dissimulée. Cette règle du jeu social peut-elle être imposée aux sociétés en développement ?

L'assistencialisme est recherché dans toutes les sociétés. Les Africains maximisent les aides extérieures et retournent aux développeurs un minimum d'investissement personnel. Les Occidentaux maximisent les aides extérieures, sans consentir le moindre effort pour la société. Certaines analogies provoquent le rêve : un agent de développement tentera toujours de récupérer pour son usage personnel "l'engin" du projet de l'ACDI qui l'emploie. Un représentant de compagnie ou un serviteur d'un gouvernement se comporte exactement de la même manière. Bref, toutes les personnes souhaitent, à un moment ou l'autre de leur existence, être prises en charge par l'Etat ou une divinité. Le problème ne trouve qu'une solution partielle, dans le respect des différences de lieux ou de cultures.

Mais alors pourquoi le développement ?

Se rappeler que l'empire de Ghana a précédé celui de Charlemagne de cinq siècles nous aide à mieux appréhender les inégalités régionales de l'Afrique. Ces inégalités relèvent des mouvances gouvernementales, de l'instabilité des populations, du tribalisme résiduel et des mentalités qui se sont forgées par des siècles de vénération de chefs aux visions ancrées dans un passé stigmatisé par

le fait religieux. J'ai donc un vague désir que l'Afrique change de rythme, qu'elle disperse un peu la chaleur de sa terre et perde sa chaleur humaine au profit de systèmes organisationnels cohérents, rentables pour l'ensemble et non seulement pour les chefs de famille et les détenteurs du pouvoir politique. Le pourquoi du développement trouve donc, en partie, sa justification dans l'amenuisement des inégalités sociales. Ce souhait relève de l'utopie, mais les mythes existent pour être réinterprétés, relus en fonction de l'histoire.

Comment souscrire au développement ?

Les pratiques de développement empruntent les visages et les parcours les plus hétérogènes. Jusqu'à ce jour, aucun des itinéraires ne rend compte des milliards de dollars qui ont été investis, sans retombées tangibles en Afrique subsaharienne, si on la compare à l'Asie de l'est ou aux Caraïbes. L'apport de capitaux, de pompes à eau, de médicaments génériques et de manuels d'histoire de France ne constituent pas une mécanique d'entraînement. L'argent n'a jamais stimulé l'imagination créatrice et même si on a cet esprit d'inventivité (les Africains en ont à revendre) là encore faut-il que les populations prisent les emprunts ou les valeurs appartenant à d'autres grandes communautés. Exception faite de leurs dirigeants, qui fréquentent New York ou Paris, les sociétés africaines n'ont pas encore appris à négocier avec les agents du développement qui ont parfois des intentions louables. L'anthropologue n'aurait-il point un rôle intéressant dans la négociation de systèmes financiers adaptés à des contextes spécifiques, dans l'harmonisation des médecines de tradition et de la biomédecine, dans l'analyse des dérapages qui traumatisent les développeurs, parce que leurs attentes ne sont pas à la mesure de ce que peuvent leur fournir les compétences populaires africaines, dans la re-lecture de l'histoire de l'Afrique pour atténuer certains pans de l'histoire qui servent de paravents au développement, qui modifient l'esprit critique vis-à-vis de nombreuses réalités premières qui dérangent ? Quel que soit le continent, on ne s'habitue ni à la pauvreté, ni à la richesse. Donc, demeurons pragmatiques dans ce qui reste à faire en matière de croissance des populations : laissons-les grandir dans le respect de la différence et sans brusquer leur temps de vie. Qu'y a-t-il de plus relatif que la sensation de soif et le souffle du bonheur?

Roland Tremblay
MD et anthropologue

DÉBAT
Les anthropologues et le développement international :
avons-nous encore une place?

Maria-Elisa **Montejo**, chercheuse autonome

Les anthropologues et le développement tout court ou le développement international n'est pas une question nouvelle. Si les sociologues et les économistes ont été les théoriciens du progrès et de la modernisation, ce sont les anthropologues qui ont fait des recherches sur le terrain afin de mieux connaître les sociétés à développer.

Après la Deuxième Guerre mondiale, se sont principalement des anthropologues qui ont agi comme intermédiaires entre les promoteurs du progrès et les populations à développer, en étudiant les cultures traditionnelles. Ils devaient informer les techniciens du développement de la façon la plus adéquate d'introduire le développement sans trop déranger la culture traditionnelle. Cependant les anthropologues ayant une certaine éthique professionnelle se sont vite découragés du travail dans le développement international puisque la politique interventionniste des pays développés dans les pays en développement devenait évidente, principalement celle des Etats-Unis.

Quand on parle de développement international, on parle surtout de développement économique. Voulant exporter leur technologie, les pays développés cherchent à se créer de nouveaux marchés. Dans les années 70, les grands projets de développement promus par les agences internationales et mis en oeuvre dans le cadre des accords bilatéraux font place aux "petits projets" de développement. Par l'entremise des organisations non-gouvernementales, le développement prend un visage plus humain. C'est l'époque du partenariat. Les ONG font appel à l'expertise des anthropologues dans le cadre de l'étude de faisabilité d'un projet, sa mise en oeuvre ou encore son évaluation finale.

Plusieurs d'entre nous sommes alors devenus des consultants en développement international. Nous ne pouvons pas nier que le développement ait été une bonne source de revenus. Je ne doute pas de la qualité du travail des collègues. Nous avons agi, en toute bonne foi, comme personnes-ressources, conseillers en communication, chefs d'équipe et ainsi de suite. Le fait d'être anthropologue nous a certainement été utile. En revanche, nous devons aujourd'hui nous interroger sur l'impact de nos actions. Nous pouvons, à juste titre, nous demander si toutes ces évaluations, ces rapports, ces projets ont contribué à améliorer les conditions de vie des populations touchées par les interventions de développement, entre autres, les femmes, les paysannes, les pêcheurs, les

autochtones. Nous pouvons aussi nous interroger sur l'apport de tout ce matériel à l'avancement du savoir anthropologique.

Des anthropologues ont pu combiner l'enseignement universitaire et la recherche sur le développement. Ils ont pu ainsi suivre, au fil des ans, les transformations des populations, dans des régions bien circonscrites du tiers-monde. Leurs recherches donnent aujourd'hui un portrait assez complet de la situation de développement de celles-ci. Ce qui alimente le savoir anthropologique. C'est là une autre façon de contribuer au développement international.

Si les objectifs fondamentaux du développement demeurent à peu près les mêmes, les priorités des grandes agences se déplacent, évoluent. A l'heure de ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler le développement durable et démocratique, les anthropologues voient paradoxalement leur place se rétrécir. En effet, la crise économique a affecté les ressources allouées au développement. Les ONG autant que les grandes agences et les entreprises de consultations en subissent les contre-coups. Face aux coupures budgétaires, les gestionnaires en marketing et en recherche de financement constituent des personnes-ressources fort recherchées. Les budgets de recherche alloués aux sciences sociales diminuent en regard de ceux accordés à la recherche appliquée en sciences et technologies.

Devant cet état de fait des questions s'imposent : Comment récupérer le terrain perdu ? Faut-il devenir des gestionnaires du développement ? Certes, certains le deviennent. Une voie de l'avenir passerait-elle par la concertation entre anthropologues du développement en vue d'établir une stratégie d'action commune et un réseau ?

Maria Elisa Montejo
Chercheuse autonome

DÉBAT

Les anthropologues dans le développement international : une place unique

Gisèle **Simard**, consultante en développement international

L'anthropologue qui met dix ans à construire son corpus de recherche sur un élément microscopique d'une société et qui devient le seul à pouvoir accéder à son savoir, l'anthropologue qui prétend être un esprit invisible détaché de toute

émotion, l'anthropologue masculin qui donne uniquement la parole aux hommes pour décrire et analyser leur société, l'anthropologue qu'on appelle en catastrophe sur un projet pour aider à comprendre les comportements "bizarres" des groupes ciblés, sont des personnages mythiques, peu à peu remplacés par des êtres plus proches des réalités contemporaines en mouvance perpétuelles.

La place de l'anthropologue aujourd'hui est unique et peut même être déterminante dans la prise de décision des planificateurs de projets de développement, et ce, pour au moins trois raisons :

La compréhension des phénomènes par la base. L'anthropologue a appris à découvrir des sociétés nouvelles, en vivant dans le milieu, avec les familles, à la base. Il acquiert ainsi une connaissance approfondie des réalités observées, pouvant l'aider à se départir du regard ethnocentrique.

La méthode de recherche qualitative. Des méthodes, comme l'étude de cas qu'utilise l'anthropologue, ont permis des avancées importantes dans la compréhension des différences culturelles en rapport avec des problématiques complexes comme les rapports de genre, l'ethnicité, la culture organisationnelle, etc.

L'approche multidisciplinaire. De par sa formation, qui l'amène à être respectueux de l'autre, l'anthropologue a pu développer des habiletés pour travailler dans une perspective multidisciplinaire et multidimensionnelle. Cette approche est la seule qui permet d'appréhender les phénomènes sociaux dans leur complexité et leur évolution excessivement rapide.

Deux anthropologues américains ont développé un modèle permettant de lier la recherche qualitative à la prise de décision. Selon eux, les quatre phases de terrain doivent être identiques à celles de la technique de résolution de problème : identification, collecte de données, recherche de solutions et proposition de l'option la plus appropriée.

En développement international, cette démarche peut s'avérer utile et pertinente dans les délais très courts qui sont impartis aux projets et programmes, à trois conditions : que l'anthropologue veuille bien effectuer des immersions dans le milieu afin de saisir les dimensions qui restent cachées lors des visites sporadiques et rapides ; qu'il effectue un transfert de compétences auprès des chercheurs/euses nationaux en vue de réaliser des recherches qualitatives de cycle court ; qu'il favorise le travail multidisciplinaire avec des spécialistes dans différents domaines comme l'économie, la technologie et l'écologie.

La place de l'anthropologue d'aujourd'hui peut être importante en développement international, dans les différentes phases du cycle de gestion des projets et programmes (identification, conception, planification stratégique et opérationnelle, évaluation). Elle peut être spécifique par l'utilisation de méthodes participatives impliquant les populations ciblées dans toutes les étapes de réalisation. Elle pourrait être déterminante si les anthropologues bénéficiaient d'une formation davantage liée aux exigences du marché de la consultation internationale.

Gisèle Simard

Consultante en développement international

OPINION

Quand l'international est synonyme de performance

Suzanne **Champagne**, consultante en développement international

Il apparaît opportun dans ce numéro portant sur l'anthropologue et l'international de réfléchir aux milieux d'insertion logique de l'anthropologue intéressé par l'international : le milieu de l'éducation et celui de la coopération. Considérons d'abord celui de l'éducation que l'international a rejoint depuis une dizaine d'années, par la mise en place d'écoles d'éducation internationale. D'entrée de jeu, il importe de distinguer une école internationale d'une école d'éducation internationale. La première a été mise sur pied afin de répondre à des besoins de pédagogie d'une clientèle scolaire en migration régulière (enfants de diplomates ou de cadres de multinationales); la seconde s'inscrit dans un contexte de mondialisation où des projets sont mis en place pour résoudre de nombreux problèmes tels le sous-développement, le racisme, la pollution, les besoins énergétiques, les épidémies, etc. Il devient, dès lors, nécessaire pour tous de comprendre les enjeux internationaux et de s'ouvrir à la diversité culturelle. D'où l'idée de faire entrer l'internationalisme à l'école par le biais d'un programme d'éducation internationale (P.É.I).

Faisons un bref historique de l'apparition des écoles d'éducation internationale au Québec. C'est en 1987 qu'un projet pilote est initié à la Commission scolaire régionale de Chambly pour créer, à l'école Macdonald-Cartier, en collaboration avec l'Association des écoles internationales de Paris (A.É.I), la première école d'éducation internationale qui s'adresse alors prioritairement aux élèves autochtones. Depuis cette initiative, le P.É.I connaît un engouement inattendu au Québec. Du besoin d'uniformiser le programme et ses exigences naît la Société des écoles d'éducation internationale (S.É.E.I). L'organisme à but non

lucratif s'emploie, depuis 1988, à promouvoir le P.É.I, à en élaborer les critères d'adhésion et à préparer du matériel pour supporter l'enseignement. Dix ans après sa mise en place, le P.É.I est offert dans une cinquantaine d'écoles au Québec, tant anglophones que francophones, tant publiques que privées.

Le P.É.I s'adresse aux élèves capables d'assumer une tâche d'apprentissage supérieure à la moyenne, dans la mesure où il vient s'ajouter au programme d'enseignement régulier. Entre autre, le programme vise à développer des compétences linguistiques (français, anglais, espagnol) ainsi que la compréhension internationale et la méthodologie du travail intellectuel. La participation obligatoire à des services communautaires permet à l'élève, tant du primaire que du secondaire, de sortir du cercle étroit de la vie scolaire. Par conséquent, des examens d'entrée sont exigés en français, mathématiques et habiletés intellectuelles. Le but du P.É.I. est de "former des jeunes leaders humanistes capables de se distinguer sur le plan international". Le P.É.I est, en somme, un programme d'enseignement régulier enrichi de valeurs, de connaissances et de pratiques de coopération. Voilà pour les faits.

Certes, nul ne peut s'opposer aux valeurs humanistes qui sous-tendent les objectifs du P.É.I. En revanche, si ces valeurs sont partagées par tous, on peut légitimement se demander pourquoi les inculquer uniquement aux élèves dont les capacités intellectuelles sont supérieures à la moyenne. Pourquoi associer l'internationalisme à l'excellence, à la performance? On comprendra que l'intégration d'éléments nouveaux dans un programme d'enseignement régulier ne doit en rien modifier la programmation établie par le ministère de l'Éducation à laquelle doivent se soumettre les écoles. Cela n'empêche pas de regretter que l'élitisme soit associé à l'humanisme, que l'acquisition de méthodes de travail soit réservée à ceux qui en ont sans doute le moins besoin et que l'inculcation du respect de l'autre et de la tolérance vis-à-vis de la différence s'adresse à une minorité performante.

A propos des sciences humaines, il est admis que son enseignement doit être axé sur la question internationale et sur l'interculturel. Qui, mieux que les anthropologues, sont en mesure d'apporter un appui au perfectionnement du personnel enseignant engagé dans le P.É.I.? Pourtant, ils ne sont pas interpellés. J'ai moi-même reçu un accueil poli, lorsque j'ai offert ma collaboration à la mise en place de l'école d'éducation internationale à l'école publique de mon quartier. Le Club 2/3, organisme à but non lucratif qui s'emploie, à juste titre, à sensibiliser les élèves des écoles secondaires non seulement au lien direct entre le développement des uns et le sous-développement des autres, mais aussi aux rapports interculturels, n'est pas non plus un refuge d'anthropologues, pas plus

que ne le sont les entreprises de consultants qui reçoivent de l'ACDI le mandat de former les futurs coopérants à la rencontre interculturelle.

Du côté de l'apport direct de l'anthropologue aux programmes/projets de coopération internationale la discipline n'est guère prisée. Il s'en faut de peu qu'elle soit même dénigrée. A tout le moins, elle inquiète les gestionnaires qui, comme on le sait, cherchent des réponses simples à des questions complexes et composent mal avec les anthropologues qui, à l'inverse, fournissent des explications complexes à des questions simples. L'insertion de l'anthropologue dans un plan de gestion de projet de coopération arrive encore aujourd'hui trop souvent en catastrophe, en aval, au moment où les difficultés apparaissent. Le mandat est celui de comprendre, en quelques semaines, la culture de la communauté impliquée dans les activités de développement, afin de détecter les facteurs de mal fonctionnement.

Certes, des anthropologues vivent de l'international. Ils sont peu nombreux et surtout très performants. Ils/elles se sont adaptés (es) aux attentes des organismes de coopération qui sont de l'ordre de l'efficacité et de la productivité. La capacité de techniciser le discours anthropologique, c'est-à-dire de le traduire dans le langage des gestionnaires soumis à un cadre logique, est une exigence fondamentale. La performance liée à la "technicisation" de l'intervention est une clé majeure dans la concurrence parfois subtile, souvent féroce, non seulement entre les consultants (es) anthropologues, mais aussi avec de nombreux autres praticiens des sciences humaines, pour l'accès aux ressources de la coopération internationale. Il y a bien quelques anthropologues qui réussent à s'insérer dans un milieu stable, comme celui des organismes de coopération internationale. Ils/elles sont rares. C'est pourquoi ils/elles sont si précieux (ses) pour la défense, dans le milieu, de la valeur de la discipline.

Suzanne Champagne
Consultante en développement international